Dans le numéro du mois de Juin 2011 de "TravayÃ" é Péyizan", une interview de Raymond GAMA, du Mouvman Nonm.

Tout comme L'UGTG, TravayÃ" é Péyizan (organisation éponyme), et Mouvman Nonm sont tous deux membres du LKP, mais également du Collectif Mai 1967 et de l'ATPC (Association des Travailleurs et des Peuples de la CaraÃ-be).

TRAVAYÃÆ Ã0 PÃ0YIZAN: TâEuros"exprimant au nom du Mouvman Nonm dans les meetings de LKP dans le cadre de lâEuros" « opérasyon déchoukaj a pwofitasyon » aprÃ"s que le représentant de lâEuros"Etat français lui ait répondu âEurosÜâEuros"lâEuros"Autorité Préfectorale ne souhaite pas vous rencontrerâEuros , tu expliques le mépris de lâEuros"Etat colonial à lâEuros"égard des guadeloupéens, en particulier de la majorité africaine et indienne.

### Raymond GAMA:

Il me semble important de mettre lâEuros"accent sur la dimension relationnelle des conflits dans le combat que nous menons contre les institutions coloniales, en général. Car, au fond, les comportements coloniaux sont significatifs des valeurs qui dominent leurs dépositaires. En effet, leur regard, leur perception, leurs pensées vis-à -vis des colonisés ne manquent jamais de communiquer à ces derniers quâEuros"ils sont immatures, aventuristes, voire téléguidés par des forces anti-françaises. Le colonisé a toujours tort dÃ"s lors quâEuros"il espÃ"re sâEuros"émanciper.

Au déni du droit de la part des colonialistes, vous pouvez tout le temps opposer des règlements, des lois, les leurs, et même leur propre signature, ils vous répondent par le mépris. En pays colonisés et singulièrement dans les colonies de la Caraïbe, la valeur qui prédomine dans les relations sociales, câEuros"est celle attachée au faciès. Nous sommes alors amenés à nous plonger dans les racines de la discrimination du fait de la couleur de la peau des individus.

Voilà pourquoi, lors des meetings je mâEuros"attachais à exposer les raisons fondamentales qui ont conduit à lâEuros"institution dâEuros"un Code Noir. Louis XIV par cet édit de 1685 signifiait aux noirs déportés dâEuros"Afrique leur caractÃ"re de biens meubles, leur rang social, le respect quâEuros"ils devraient à leur maître en cas dâEuros"affranchissement, etc...

JâEuros"expliquais également les décisions de Bonaparte, 1er Consul, qui en 1802 rétablit lâEuros"esclavage alors que depuis 1793 à St Domingue et 1794 en Guadeloupe, il nâEuros"y avait plus dâEuros"esclaves... Je démontrais quâEuros"il y avait déséquilibre consubstantiel dans le décret dâEuros"avril 1848 qui abolit une seconde fois lâEuros"esclavage. En effet, dÃ"s lors quâEuros"il était prévu de faire des « nouveaux libres », des citoyens à part entiÃ"re, en leur accordant le droit de vote, le droit dâEuros"avoir une opinion, il a paru tout à fait logique aux législateurs (lâEuros"Assemblée Nationale) dâEuros"indemniser non pas les anciens esclaves, mais leurs anciens maîtres... Quelle logique comportementale prédomine de telles dispositions institutionnelles ?... JâEuros"apportais mon éclairage sur ces aspects de maniÃ"re à provoquer la réflexion, à conduire à la prise conscience des Guadeloupéens...

Je terminais, le plus souvent mes interventions, en faisant référence à la derniÃ"re des mesures prises à lâEuros"encontre des colonisés des « vielles colonies », à savoir, la départementalisation de 1946. Alors que tout était fait pour faire croire à la satisfaction dâEuros"une demande légitime des « colonisés » eux

# ol de la Guadeloupe en 2009 est une petite partie de la lutte que mènent les peuples du monde entier co

âEuros" mêmes, la nouvelle évolution institutionnelle répondait directement au maintien de la présence française dans la CaraÃ⁻be. Ainsi, à la réunion de la Commission CaraÃ⁻be qui se tenait à St Tomas, en mars 1946, sous lâEuros"égide des EtatsâEuros"Unis et du RoyaumeâEuros"Uni, un représentant de la France eut tôt fait dâEuros"annoncer à Mme Eboué, à M. Nainsouta et à dâEuros"autres personnes de la délégation guadeloupéenne, quâEuros"il nâEuros"y avait plus lieu quâEuros"ils se considèrent comme étant « caribéen » puisque la Guadeloupe était devenue un « département », donc un bout de France... Toujours un mépris profond dans la relation des représentants de la France dans les colonies avec les colonisés... Le préfet sâEuros"est comporté de la même manière au regard de la signature que lâEuros"Etat a apposé sous les accords du 4 mars 2009, en refusant de rencontrer le LKP, en décembre 2010... Tout est dans la source du comportement colonial...Ce nâEuros"est donc pas un problème dâEuros"individus... mais de système... il est colonial et capitaliste.

**TéP**: Tu expliques aussi pourquoi lâEuros"attitude des élus qui lui emboîtent le pas par leur refus de réunir la commission de suivi des accords du 04 mars 2009 et de rencontrer LKP.

### R.G:

Les élus ont reçu lâEuros"ordre de se comporter comme des représentants des institutions coloniales françaises. Le président du Conseil Général, le président du Conseil Régional se montrent respectueux du comportement commandé. Ils ont dit avoir eu trÃ"s peur, en tous les cas fortement secoués à la suite de la manifestation du 7 mai 2009, lorsque le LKP avait occupé pendant quelques heures lâEuros"hémicycle du Conseil Général.

En réalité, lâEuros"origine de cette représentation électorale ne procÃ"de pas de lâEuros"être citoyen des anciens esclaves, fils dâEuros"esclaves, fils dâEuros"immigrés africains ou indiens. Par procuration, lâEuros"Etat, à lâEuros"aide du systÃ"me colonialiste, pérennise sa présence dominatrice et protÃ"ge, par nécessité, la « pwofitasyon ». Il a besoin des « zéliloko » pour parfaire cette sousâEuros"citoyenneté... Ils ne représentent quâEuros"une illusion : celle qui consiste à faire croire aux descendants dâEuros"Africains et dâEuros"Indiens déportés en Guadeloupe quâEuros"ils sont devenus des Français « à part entiÃ"re », et quâEuros"ils élisent leurs représentants librement... Cela nâEuros"est quâEuros"une pure illusion.

TéP: Comment vois-tu la suite du combat pou déchouké tout pwofitasyon?

#### R.G:

... « Déchouké tout pwofitasyon » procà de la Euros esprit de responsabilité que le Guadeloupéen, conscient, se détermine à assumer jusquâ Euros à la victoire finale.

La lutte qui sâEuros"est déroulée sur le sol de la Guadeloupe en 2009 est une petite partie de la lutte que mÃ"nent les peuples du monde entier contre la domination, lâEuros"exploitation, la répression et toutes les formes de discrimination.

Ce qui a donné un caractÃ"re particulier à cet épisode, somme toute inédit en Guadeloupe, câEuros"est la détermination, la fierté des femmes et des hommes qui ont pris part au combat mené ou qui lâEuros"ont simple-ment apprécié. Ils ont perçu la faisabilité, la possibilité de leurs espérances, une sorte de sentiment que lâEuros"illusoire était...

# ol de la Guadeloupe en 2009 est une 🛘 petite partie de la lutte que mènent les peuples du monde entier co

En fait, il nous faut y voir la conclusion dâEuros"une longue étape de mobilisation et de confrontation. Notre peuple a cherché à sâEuros"affirmer depuis la derniÃ"re abolition de lâEuros"esclavage de 1848. En particulier, lâEuros"émergence de la classe ouvriÃ"re au début du XXe siÃ"cle (grÃ"ve de 1910...) ouvre une Ã"re de luttes incessantes contre les illusions coloniales. Le combat mené en 2009 par les travailleurs et quasiment la majorité adulte du peuple, marque lâEuros"apogée de lâEuros"affirmation de soi...

Il nous reste à organiser, dans tous les secteurs afin de « déchouké tout pwofitasyon ». Nous avons choisi quelques axes précis sur lesquels nous nous concentrerons. Mais, nous privilégions dâEuros"abord lâEuros"information vers le peuple, aussi, au cours des derniers six mois, nous avons parcouru le pays, en tenant des meetings, dans les coins les plus reculés. La liaison avec les masses, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les communes est la clé de voà »te de nos futures actions.

AujourdâEuros"hui, nous allons passer à la réalisation de quelques uns de nos projets sur le plan culturel, économique, social, politique... Nous sommes prêts à relever le défi de construire, de créer sans attendre des décrets gouvernementaux... Nous nous accordons le droit de rêver dâEuros"un avenir meilleur pour nos enfants... Nous sommes décidés à le construire en comptant dâEuros"abord sur nos propres moyens.

Source: TravayÃ" é Péyizan | Juin 2011